

# DIPLÔME UNIVERSITAIRE

## TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU DROIT

### OBJECTIFS

Le Diplôme universitaire "Transformation numérique du droit" a pour vocation de former des juristes et des jeunes actifs au droit du numérique et aux nouveaux enjeux technologiques que connaît le monde du droit.

Au terme de la formation, les étudiants auront les connaissances nécessaires pour travailler avec des professionnels du secteur juridique, voire de les accompagner dans leur transition numérique.

Cette formation pionnière – unique en France - apporte des compétences pratiques et théoriques sur les enjeux de conformité, de gouvernance des données, et de stratégie juridique, avec un accent particulier sur l'émergence des *LegalTech* et des métiers comme celui de délégué à la protection des données, de gestionnaire d'opérations juridiques (*Legal Operations*) ainsi que ceux ayant la charge de la conformité des systèmes d'intelligence artificielle.

Elle présente les nouvelles exigences tant européennes que françaises et ambitionne de renforcer la compétitivité des juristes français à l'international.

Le Diplôme universitaire se veut **être la boîte à outils** du juriste augmenté, au cœur des transitions numérique et juridique.

### PROFIL REQUIS

Ouvert aux **étudiants** et aux **jeunes actifs** titulaires d'un **master 1 de droit** ou équivalent, ce diplôme est complémentaire à une autre formation ou à une activité professionnelle.

La formation ne permet pas de délivrer de convention de stage.

### PRINCIPAUX DÉBOUCHÉS

Le diplôme permet d'assurer une initiation aux **enjeux juridiques relatifs au numérique** et apporte un **accompagnement pour l'insertion professionnelle**. Les débouchés sont multiples, en permettant notamment de s'insérer dans des métiers relatifs à la protection des données à caractère personnel ou à la mise en conformité des systèmes d'intelligence artificielle. Cette formation permet de valoriser ses connaissances juridiques dans des procédés plus techniques, tels que des postes de chefs de projet, de juristes cybersécurité ou de juristes-codeurs.

Plus généralement, ce diplôme permet de se professionnaliser en recourant à des outils numériques, pour faire de ses étudiants des **juristes augmentés**.

### CANDIDATURE

Les candidatures sont sélectionnées sur dossier.

Date et dépôt des candidatures :  
Du 23 mars au 30 avril 2026 inclus  
<https://ecandidat.univ-paris1.fr/>

### RESPONSABLES DE LA FORMATION À DISTANCE

Chantal Donzel  
Bertrand Cassar

Maître de conférence  
Docteur en droit

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IED-EDS  
Centre Port-Royal René Cassin  
17 rue Saint-Hippolyte – 75013 PARIS

DU-tnd.ied@univ-paris1.fr  
Tel : +33(0)1 89 68 58 14

Site internet de l'IED : [www.droit-ied.panthéonsorbonne.fr](http://www.droit-ied.panthéonsorbonne.fr)

## LE PROGRAMME

Intitulé des modules de formation
<b>Module 1 : Transformation numérique en droits interne et international</b>
L'évolution du droit, la transformation numérique et les <i>LegalTech</i>
Informatique - droit et justice
Théorie et pratique du common law
Droit comparé – diffusion du droit en ligne et influence économique Common law vs civil law
<b>Module 2 : Transition juridique</b>
Légistique – Élaboration de la norme – études d'impact
L'informatique au coeur de la codification
Normologie juridique, qualité de la norme, inter référencement et Jurimétrie
Qualité de la loi – sécurité juridique – aspects économiques de la « meilleure législation » chers à la stratégie européenne et française
<b>Module 3 : Professionnalisation*</b>
Se professionnaliser par le numérique
Actualités et enjeux du numérique pour les professionnels

Cette fiche n'est pas contractuelle.

Des modifications peuvent encore intervenir avant le début de la formation.

\*comprenant notamment les cours suivants : « l'habileté numérique et les *soft skills* », « transformation numérique, gestion de projets et nouvelles méthodes », « le *LegalDesign* », « la veille juridique », « la recherche documentaire juridique », « la gouvernance des données », « le rôle des juristes auprès des CDO », « les enjeux du RGPD », « la cybersécurité », « intelligence artificielle et éthique », « la codification de contrats ».